



Comment le FMI fabrique la misère et la cache sous le tapis ?

Du Niger à l'Islande : petit voyage en compagnie de Christine Lagarde

Par [Pauline Imbach](#)

Mondialisation.ca, 31 janvier 2012

[cadtm.org](#) 31 janvier 2012

Thème: [Économie](#), [Pauvreté et inégalités sociales](#)

Christine Lagarde, directrice générale du Fonds monétaire international (FMI), s'est rendue au Nigeria, puis au Niger du 18 décembre au 22 décembre 2011. Sa visite au Niger avait pour objectif d' « *assurer l'avenir économique du Niger dans une conjoncture mondiale incertaine* ». Pour cela, un véritable tapis rouge a été déployé : Mme Lagarde a pu rencontrer des représentants des institutions financières et du secteur privé, prendre part à un conseil des ministres et prononcer un discours à la chaire de l'Assemblée Nationale. Pas étonnant dans ces conditions qu'elle se dise « *très satisfaite du degré de coopération du partenariat qui existe entre le Niger et le FMI. Nous sommes en accord sur l'essentiel* ».

Qu'importe la langue de bois, main basse sur les ressources

A Niamey, devant le président nigérien Mahamadou Issoufou, Christine Lagarde a déclaré que « *le Niger se trouve à un moment décisif de son évolution (...) Il faut se rendre à la difficile évidence que relativement peu de pays ont réussi à bien gérer leurs ressources naturelles* » dénonçant « *les investisseurs peu scrupuleux qui ont investi au détriment des populations locales* ». Pour le FMI la solution réside alors dans l'utilisation « *avec intelligence et précaution, [de façon] durable et soutenable, des ressources naturelles au bénéfice du plus grand nombre* ».

Ce n'est pas un hasard si pour sa première visite en Afrique Mme Lagarde, ancienne ministre française de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi, s'est rendue au Niger. Ancienne colonie française, le pays constitue le pré-carré de la Cogema puis d'Areva qui, depuis des décennies, exploitent de manière *peu scrupuleuse* l'uranium. Le nucléaire, question clé de la campagne présidentielle française de 2012 a très largement besoin de l'uranium nigérien : près d'un tiers de l'uranium des centrales nucléaires françaises provient du Niger. Le pays est le premier fournisseur d'Areva : la moitié de sa production de 2010 était assurée par ses sites nigériens ... La multinationale française loin d'exploiter les ressources du Niger *de manière intelligente, durable, soutenable, et au profit du plus grand nombre* est largement responsable d'un énorme scandale écologique et social. En décembre 2003, la Commission de Recherche et d'Information Indépendantes sur la Radioactivité (CRIIRAD) a effectué une mission scientifique au Niger afin d'enquêter sur l'impact radiologique des activités d'extraction de l'uranium conduites depuis plus de 40 ans par des filiales du groupe Areva. « *Bien que le matériel de mesure ait été confisqué par les autorités, [cette enquête a permis de] mettre en évidence des pollutions radioactives manifestes, dans la région des villes d'Arlit et Akokan notamment. Les travailleurs des*

mines d'uranium sont exposés à la radioactivité, mais la contamination de l'air, de l'eau, des sols, au voisinage des mines expose en réalité l'ensemble de la population à des radiations. Il s'agit de faibles doses, mais qui peuvent à la longue avoir des conséquences sanitaires multiples. » [1]

Last but not least, le Niger est devenu en novembre 2011 producteur de pétrole avec des sites de forages dans l'est du pays.

Grâce à la surexploitation de ses ressources naturelles et à l'abandon de sa souveraineté politique et économique, le Niger pourrait connaître en 2012 l'une des plus fortes croissances économiques du monde (14%) ... de quoi faire des envieux dans le contexte de marasme économique mondial.

Austérité mon amour

Lors de sa visite, Mme Lagarde s'est également rendue à Boubon, à l'ouest de Niamey, où elle a rencontré des potières qui font la renommée de ce village. Elle y a joyeusement déclarée que le FMI « *n'est pas seulement une institution désincarnée qui prescrit des mesures d'austérité à travers le monde* » il est « *très sensible aux particularités* » de chaque pays ... Malheureusement pour Madame Lagarde, le FMI ne trompe aujourd'hui plus personne, et si c'est dans les vieux pots qu'on fait les bonnes soupes, cette visite au Niger n'annonce rien de bon pour la population qui va une fois de plus payer les pots cassés des mesures d'austérités drastiques.

Le Niger est l'un des pays les plus pauvre de la planète avec 16 millions d'habitants dont six millions sont menacés par la famine. Il apparaît quelque peu cynique pour la directrice générale du FMI d'expliquer que la pauvreté et la famine sont le fâcheux résultat d'une mauvaise météo : « *la vie n'est pas toujours facile, je sais que les questions alimentaires en particulier sont un vrai problème, la saison des pluies a été faible* ». Le FMI ne fait pas le beau temps et il est en grande partie responsable de la crise alimentaire qui touche de nombreux pays du Sud. Dès le début des années 80, le FMI et son amie la Banque mondiale ont contraint les pays du Sud à adopter des politiques d'ajustement structurel qui se sont révélées dramatiques à de nombreux égards : réduction des surfaces destinées aux cultures vivrières et spécialisation dans un ou deux produits d'exportation, fin des systèmes de stabilisation des prix, abandon de l'autosuffisance en céréales, fragilisation des économies par une extrême dépendance aux évolutions des marchés mondiaux, forte réduction des budgets sociaux, suppression des subventions aux produits de base, ouverture des marchés et mise en concurrence déloyale des petits producteurs locaux avec des sociétés transnationales... [2]

Du Sud au Nord, le FMI est responsable de la crise

Le FMI semble s'inquiéter d'une « *conjoncture mondiale incertaine* », or il est largement responsable de la crise de la dette qui touche les pays du Nord comme ceux du Sud.

La crise de la dette que connaît aujourd'hui l'Europe contient les même ingrédients que celle qui frappe les pays du Sud depuis les années 80 ... Le FMI a lancé il y a quelques jours (le 18 janvier 2012) un appel pour collecter plus de 500 milliards de dollars pour faire face à la crise de la dette en zone euro. Le FMI intervient en Europe au sein de la Troïka (avec la

Banque centrale et la commission européenne) en octroyant des prêts aux pays sur-endettés pour que ceux-ci puissent rembourser les banques privées (dans le cas de la dette espagnole, italienne, grecque et portugaises, les banques privées créancières sont principalement allemandes et françaises, ce qui explique en partie l'agitation du couple Merkel-Sarkozy, occupé à sauver les banques privées de leurs pays ...) En échange des prêts du FMI, les états sur-endettés doivent se soumettre à un plan d'austérité, dont le contenu est bien connu des peuples du Sud : privatisation, licenciement des fonctionnaires, augmentation de la TVA, etc.

Bref difficile de croire que le FMI « *n'est pas seulement une institution désincarnée qui prescrit des mesures d'austérité à travers le monde* » , l'histoire montre simplement le contraire.

La crise de la dette en Europe a remis l'institution sur pied car depuis les années 2000 elle était bien mal en point. D'une part, le FMI s'était fait une très mauvaise réputation en raison des plans d'austérité sévère qu'il a imposés aux pays du Sud et dans les années 2000, différentes luttes populaires ont poussé des gouvernements, comme celui de l'Argentine, à mettre l'institution à la porte. D'autre part, à partir de 2004, la conjoncture favorable des prix des matières premières a permis à de nombreux pays (tels que l'Algérie, le Brésil, le Venezuela ou la Russie) de se défaire de ses engagements avec le FMI par des remboursements anticipés. Ainsi en quelques années, les montants des prêts du FMI ont brutalement chuté, passant en 2003 de 107 milliards de dollars à 16 milliards de dollars en 2007. Au moment où Dominique Strauss Kahn en a pris les rênes 15% du personnel soit 380 personnes ont été licenciées et l'institution a été contrainte de vendre une partie de son stock d'or.

En avril 2009, le G20 de Londres décide de confier au FMI le rôle principal de gestionnaire de la crise de la dette en Europe et de porter à 750 milliards sa capacité de prêt qui était de 250 milliards. Fin 2011, les montants des prêts du FMI s'élèvent à 254 milliards de dollars ... de quoi retrouver d'importants bénéfices ...

Quand les peuples refusent de payer la dette, l'austérité recule

La dette est un mécanisme d'accaparement des richesses. Pour refuser l'austérité il paraît essentiel de se pencher sur la question du remboursement de la dette et de mener des audits citoyens [3]. Des exemples existent et ils montrent qu'il est possible pour les citoyennes de proposer des alternatives. Quand les peuples refusent de payer la dette, c'est l'austérité qui recule et les droits sociaux qui reprennent le dessus.

En Équateur, en 2007 le pouvoir exécutif décide de mettre en place une commission d'audit intégral sur la dette portant sur la période 1976-2006. A l'issue de ce travail, le président de l'Équateur a déclaré qu'il ne paierait pas la part de la dette commerciale jugée illégitime. L'audit a permis à l'Équateur de racheter pour 900 millions de dollars des titres qui en valaient 3,2 milliards. Résultat : une économie cumulée entre capital et intérêts d'environ 7 milliards de dollars. Ces sommes ont été réinvesties dans les dépenses sociales et notamment dans la santé, l'éducation et les aides sociales. Par ailleurs, la part du budget de l'Etat pour le paiement de la dette est passée de 32% à 15% et celle concernant les dépenses sociales de 12 à 25%.

L'Islande, le seul pays européen qui a rejeté par un référendum citoyen le sauvetage des banques privées, laissant s'effondrer certaines d'entre elles et jugeant de nombreux

banquiers pour leurs crimes financiers connaît des perspectives économiques pour 2012 tout à fait intéressantes. Le pays a terminé l'année 2011 avec une croissance économique de 2,1% et selon les prévisions de la Commission européenne, il connaîtra un taux de croissance trois fois supérieure à celui de l'Union Européenne en 2012. Loin de faire de la croissance un cheval de bataille, il est quand même intéressant d'observer que le pays qui atteint la sacro-sainte croissance tant vantée par le FMI et ses compères est celui qui refuse de payer pour les banquiers...

Eux ou nous ... Il n'y a pas vingt chemins pour se réapproprier notre souveraineté politique et économique. Il faut exiger de toute urgence l'ouverture des livres de comptes et refuser de payer la dette, le sauvetage des banques, la baisse des impôts des plus riches et des grandes entreprises.

Ce n'est pas un choix, puisqu'il s'agit en clair de nos écoles, nos hôpitaux, nos emplois, nos droits ou de leurs profits. Nous devons avancer, en solidarité avec tous les peuples du monde, vers une vraie démocratie où l'intérêt commun, le partage des richesses et les droits sociaux sont inaliénables. L'acte un reste à poser : nous devons refuser de payer la dette aux créanciers !

Notes

[1] <http://www.criirad.org/actualites/d...>

[2] Lire : *Le CADTM pointe les responsabilités des mesures imposées par le FMI et la Banque mondiale dans la catastrophe alimentaire mondiale.*
<http://www.cadtm.org/Le-CADTM-pointe-les>

[3] <http://www.audit-citoyen.org/>

La source originale de cet article est [cadtm.org](http://www.cadtm.org)

Copyright © [Pauline Imbach](http://www.cadtm.org), [cadtm.org](http://www.cadtm.org), 2012

Articles Par : [Pauline Imbach](http://www.cadtm.org)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de [Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

[Mondialisation.ca](http://www.mondialisation.ca) contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca

